

**DÉCLARATION DU CCDD****Rassemblement des forces démocratiques et mobilisation citoyenne : une nécessité pour le changement**

Dans sa déclaration du 20 mars 2000, le CCDD avait déjà dénoncé les signes avant-coureurs d'une dérive politique, économique et sociale, et la résurgence annoncée de l'intégrisme islamiste et sa réhabilitation rampante par le pouvoir. Depuis, il n'a eu de cesse de multiplier les appels (déclarations, interviews, contributions...) pour exhorter tous les démocrates à se réunir et à dialoguer pour la constitution d'un Front républicain citoyen afin de préparer un grand Rassemblement républicain pour la concrétisation d'un projet de société moderne dans un Etat de droit. Vainement, il avait appelé à plusieurs reprises à la préparation d'états généraux républicains pour un Pacte national républicain, sans parler de la défunte Coordination des démocrates algériens (CDA) en 2001, pour laquelle il avait consenti tant d'efforts, ni des CID (Collectifs d'initiatives démocratiques) en 2007, ou encore du FSA (Forum social Algérie) en 2003. Ce ne sont pas les tentatives de rassemblements démocratiques et de mobilisation citoyenne qui manquèrent. Dans sa course à la recherche du candidat démocrate en 1999, le CCDD avait soumis à débat un projet de plate-forme. Après sa lettre numéro deux du 12 avril 2001, dans son manifeste du 16 avril 2002, prônant la double rupture et avec le système et avec l'intégrisme, il appelait à une refondation de l'Etat, et proposait une transition démocratique pour une alternative démocratique, transition dont il avait développé dans le détail toute la démarche (gouvernement d'union républicaine, révision constitutionnelle, loi sur les partis, loi électorale...). Sa déclaration du 5 février 2001 sur «le changement pour une alternative démocratique et sociale» est la dernière illustration de sa constante démarche pour le rassemblement des forces démocratiques pour préparer le changement. Aujourd'hui, devant l'extrême gravité de la situation à tout point de vue que vit l'Algérie, le CCDD déplore l'éparpillement des forces démocratiques et ne cautionne aucune démarche qui va dans le sens de la division et de l'affaiblissement de celles-ci. Toujours partisan de la voie pacifique, une voie militante et déterminée, il a toujours mis en garde le pouvoir dans sa fuite en avant et dans son autisme, comme il a toujours attiré l'attention sur le danger d'une issue brutale et violente de la rue, la rue devenant le seul recours, la rue avec toutes ses inconnues et tous ses risques pour un peuple qui a enduré des années durant de terribles souffrances. Aujourd'hui plus que jamais, les forces démocratiques sont interpellées. Elles doivent impérativement se rassembler, dialoguer entre elles, mettre de côté les préjugés, les faux clivages et le sempiternel écueil du leadership, autour du minimum républicain. Sinon, elles risquent de rater le rendez-vous de l'Histoire. Ainsi rassemblées, elles doivent engager des débats citoyens à tous les niveaux, dans tous les espaces (quartiers, cafés, salles, entreprises, cinémas, universités...). Il leur faudra, il nous faudra engager un travail de proximité en phase avec les préoccupations quotidiennes du citoyen et en même temps expliquer les enjeux politiques actuels, car, sans Libertés et Démocratie, il ne peut y avoir ni justice sociale ni développement. Le changement ne pourra se faire sans les citoyens, il ne se fera qu'avec eux. La parole doit être donnée au peuple, à la société civile, aux citoyens, toutes couches confondues. Si débat il y a, ce n'est pas seulement autour d'une table, d'une conférence, ou être confiné dans des cénacles restreints coupés des préoccupations quotidiennes des citoyens. Le débat doit être porté d'abord et avant tout au niveau des citoyens. La citoyenneté est aujourd'hui une donne incontournable, universellement reconnue. C'est aux citoyens de dire comment ils veulent ce changement tant appelé par nous tous, comment ils veulent vivre, comment ils veulent être libres et gouvernés, comment le pouvoir doit être l'émanation profonde de l'ensemble des citoyens. Car, la souveraineté du peuple est universellement admise. Souveraineté que la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 avait fait sienne. Le pouvoir comprendra-t-il qu'on ne peut s'opposer à la marche inexorable de l'Histoire. Les solutions de replâtrage ne sont plus de mise. Nous devons tirer les leçons des révolutions citoyennes en cours. Le dialogue et le débat pour rompre la glace et le mur de l'incompréhension entre les forces démocratiques d'une part, et entre celles-ci et les citoyens d'autre part, sont deux conditions essentielles pour une mobilisation effective pour le changement.

Unis et forts, nous pourrions réellement peser de tout notre poids pour le changement qui se profile, et ce, pour une Algérie républicaine, un Etat de droit, un Etat des libertés et de justice sociale, un Etat moderne, ouvert sur l'universalité, un projet de société où la Jeunesse et la Femme seront parmi les fleurons essentiels.

**Alger, le 24 mars 2011**  
**Le Bureau national du CCDD**

**LA CNCD ÉLABORE UNE PLATEFORME****Sept propositions pour faire chuter le régime**

*La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) fixe ses objectifs : ses membres ont élaboré une plateforme dans laquelle ils proposent des pistes pour arriver à changer le régime. Première étape : la tenue d'une conférence nationale qui aura pour mission la désignation d'un conseil national démocratique.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La plateforme de la CNCD est arrivée à maturation. Elle a été adoptée et sera largement diffusée. Elle repose sur pas moins de sept propositions. La CNCD propose dans un premier temps la tenue d'un conseil national de transition démocratique composé de «personnalités résolument engagées pour le changement démocratique» avec un mandat ne pouvant excéder les 12 mois et s'engageant à ne pas briguer de postes après la phase de transition. Ce conseil aura pour tâches principales, la dissolution de toutes les institutions élues, la nomination d'un gouvernement de transition et la rédaction d'une constitution qui sera au préalable soumise à l'approbation populaire par voie référendaire. Ce n'est qu'une fois ces conditions réunies, que ledit conseil pourra tenir des élections dont «la préparation et la mise en œuvre devront se faire en toute transparence et sous une observation internationale obéissant aux règles qui ont présidé à tous les scrutins ayant suivi la fin des systèmes autocratiques». Ledit conseil



Photo : Samir Sid

**Dès samedi prochain, les membres de la CNCD battront le pavé à Alger.**

aura également pour mission de créer une commission qui aura la charge de «restituer le sigle FLN à la mémoire collective». Il aura sous sa coupe «l'armée et l'ensemble des services de sécurité qui auront pour mission la défense du territoire et du caractère républicain et démocratique de l'Etat». Ce n'est qu'au terme de ce processus que «l'Algérie démocratique et sociale inscrira son destin dans l'actualisation des principes fixés par la conférence de Tanger qui stipulait, dès 1958, que la fédération des Etats nord-africains est le parachèvement naturel des indépendances de la Tunisie, de l'Algérie et

du Maroc». La CNCD, qui regroupe outre des partis politiques, des associations citoyennes, des représentants d'étudiants, de chômeurs, de défenseurs de droits de l'homme, entamera un travail de sensibilisation afin de faire connaître ses propositions. Toutes les parties se reconnaissant dans cette démarche peuvent renforcer les rangs de la CNCD qui n'en démord pas puisque, dès samedi prochain, ses membres battront le pavé, une fois de plus, à Alger pour réclamer la fin du régime et arracher le droit de manifester de manière pacifique.

**N. I.**

**LA PROTESTATION S'AMPLIFIE****Plusieurs sit-in devant la présidence**

*Les sit-in se multiplient devant le palais d'El-Mouradia. Hier, à côté des enseignants contractuels, les familles victimes du terrorisme, les rapatriés de Libye ainsi que les militaires contractuels ont pris possession, à leur tour, des abords de cette institution prévoyant même de passer la nuit sur place, et ce, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.*

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Journée de colère, hier, devant le palais d'El-Mouradia. Plusieurs centaines de protestataires ont pris d'assaut les abords de la Présidence. Les familles victimes de terrorisme dont la plupart sont venues de la wilaya de Relizane, les Algériens rapatriés de Libye et des militaires contractuels ont interpellé le président sur leur situation.

Ces contestataires sont décidés à ne pas quitter les lieux jusqu'à obtention d'une réponse favorable à leurs différentes doléances. Les enseignants contractuels sont à leur deuxième semaine de protestation et ils ne comptent pas repartir sans avoir en main le décret de leur intégration. Cependant,



Photo : Samir Sid

**Les Algériens de Libye ne lâchent pas du lest.**

la colère monte au sein des protestataires. Après avoir bouclé une semaine de sit-in, jour et nuit, devant le palais d'El Mouradia, sans réaction de la part des autorités, les enseignants contractuels menacent d'un suicide collectif.

«Intégration ou suicide» crie-t-on. «Nous sommes fatigués et nous n'avons ressenti jusqu'à présent que du mépris de la part des autorités. Nous gardons encore un peu d'espoir pour que notre président

débloque notre situation. Cet espoir est en train de s'effiloche. Aujourd'hui, nous n'avons rien à perdre, et si au cours de cette semaine personne ne réagira, nous avons décidé de nous suicider, ici même, devant la Présidence», menacent les enseignants contractuels. En attendant, ils tentent, par tous les moyens, d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation. Ils ont essayé de bloquer la route pendant toute la journée, provoquant

par la même occasion des affrontements avec les services de sécurité.

Pour leur part, les familles victimes du terrorisme exigent le déblocage de leurs indemnités financières gelées depuis 2002. «Après avoir reçu des indemnités minables, le versement de nos pensions a été arrêté depuis plusieurs mois», ont-ils dénoncé.

«Nous voulons avoir les mêmes privilèges que les repentis. Nous avons perdu plusieurs membres de nos familles à cause du terrorisme et nous ne demandons pas la charité mais nos droits», ont déclaré les protestataires. Les Algériens rapatriés de Libye ne lâchent pas du lest, non plus. Ils demandent une prise en charge après avoir abandonné tous leurs biens en Libye. «Les autorités nous ont promis une prise en charge après notre rapatriement, mais, une fois en Algérie, nous sommes livrés à nous mêmes sans aucun revenu», dénoncent-ils.

Les contractuels de l'ANP, pour leur part, protestent contre leur licenciement «abusif» et demandent la régularisation de leur situation. «Nous demandons des indemnités ou notre réintégration», exigent-ils.

**S. A.**